

Enabel 

République Démocratique du Congo



MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL
Secrétariat Général du Développement Rural

RAPPORT DES RESULTATS 2018

**PROJET D'EXTENSION ET DE CONSOLIDATION DES
SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU
POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DANS LA VILLE DE
MBUJI MAYI PROVINCE DU KASAI ORIENTAL
« PROGEAU – MJM »**

RDC1620211



Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	5
1.1 FICHE INTERVENTION	5
1.2 EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	6
1.3 AUTO ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	6
1.3.1 <i>Pertinence</i>	6
1.3.2 <i>Efficacité</i>	6
1.3.3 <i>Efficiences</i>	7
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	7
1.4 CONCLUSION	8
2 MONITORING DES RÉSULTATS	9
2.1 EVOLUTION DU CONTEXTE	9
2.1.1 <i>Contexte général</i>	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	10
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	10
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME :	11
2.2.1 <i>Progrès de l'indicateur</i>	11
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	13
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 :	13
2.3.1 <i>Progrès de l'indicateur</i>	13
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	14
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 :	14
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 :	16
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	17
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4 :	18
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	18
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	18
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
3 THÈMES TRANSVERSAUX	19
3.1 GENRE	19

3.2	ENVIRONNEMENT	19
3.3	AUTRES	20
	A. <i>Digitalisation</i>	20
	B. <i>Économie sociale</i>	20
4	GESTION DES RISQUES.....	22
5	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	24
5.1	RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES	24
5.2	RECOMMANDATIONS.....	24
5.3	ENSEIGNEMENTS TIRÉS	24
6	ANNEXES	25
6.1	CRITÈRES DE QUALITÉ	25
6.2	DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI.....	29
6.3	CADRE LOGIQUE MIS À JOUR	30
6.4	APERÇU DES MORE RESULTS	34
6.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	35
6.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	38

Acronymes

ASUREP	Association des Usagers des Réseaux d'Eau Potable
ATI (N)	Assistance Technique International (National)
BF	Borne Fontaine
COFIL	Comité de Pilotage (ex SMCL)
CTC	Centre de Traitement du Choléra
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DTF	Dossier Technique et Financier
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement (Trilogie : WASH)
Enabel	Agence belge de développement
FEDASU	Fédération des ASUREP
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
M&E	Monitoring et évaluation
MNT	Modèle Numérique de Terrain
MP	Marché Public
PNSPE	Politique Nationale du Service Public de l'Eau
PROGEAU	Programme Eau (ProgEau)
RDC	République Démocratique du Congo (RD Congo)
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
RR	Représentant Résident de l'Enabel
SIG	Système d'Information Géographique
SNHR	Service National d'Hydraulique Rurale
TdR	Termes de Référence
UGP	Unité de Gestion de Projet

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'extension et de consolidation de la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissement dans la Ville de Mbuji Mayi, Province du Kasai Oriental (PROGEAU - Mjm)
Code de l'intervention	RDC16 202 11
Localisation	Les mêmes que celles du Projet WF Mjm, donc les quartiers périphériques de la Ville de Mbuji Mayi
Budget total	6 150 000 EUR
Institution partenaire	Gouvernement provincial du Kasai Oriental
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	13 décembre 2017 / 60 mois
Date prévue de fin d'exécution	12 décembre 2022
Date de fin de la Convention spécifique	15 décembre 2022
Groupes cibles	L'ensemble des habitants des quartiers péri-urbains de Mbuji Mayi qui n'ont pas d'accès à l'eau potable dans les zones/quartiers visés.
Impact¹	Les conditions de vie des populations péri-urbaines de Mbuji Mayi sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement.
Outcome	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les quartiers périphériques de la ville de Mbuji Mayi.
Outputs	<i>R.1. La consolidation, l'amélioration technique et le parachèvement des systèmes d'eau potable dans la ville de Mbuji Mayi sont réalisées selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées.</i>
	<i>R.2. La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP.</i>
	<i>R.3. Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées.</i>
	<i>R.4. Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées.</i>
Année couverte par le rapport	2018

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

	Budget (€)	Dépenses (€)		Total dépenses (€)	Solde (€)	Taux d'exécution fin 2018
		Année 2017	Année 2018			
Objectifs spécifiques	3 861 000	7 668,14	13 541,65	21 209,79	3 839 790	0,55%
Résultat 1	3 624 000	7 668,14	6 941,57	14 609,71	3 609 390	0,40%
Résultat 2	112 000	0,00	6 270,91	6 270,91	105 729	5,60%
Résultat 3	70 000	0,00	0,00	0,00	70 000	0,00%
Résultat 4	55 000	0,00	329,17	329,17	54 671	0,60%
....						

1.3 Auto évaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Le problème d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement continue à demeurer une préoccupation au niveau des politiques provinciales, nationales, bilatérales et multilatérales en RD Congo et en particulier dans la ville de Mbuji Mayi, où l'importante épidémie de choléra qui a sévi durant l'année 2018 en est la preuve. Le présent programme d'Enabel s'inscrit dans la ligne directe des réponses à apporter à cette problématique. Le financement consenti par le Royaume de Belgique vient donc en aide à une population en détresse.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

2018 a été l'année de démarrage de la phase d'exécution du PROGEAU Mbuji Mayi dont les objectifs fixés étaient le déploiement de l'ensemble des membres recruté du projet sur le terrain vers la mi-octobre, la mise en place des aspects logistique : bureau / mobilier / véhicules / IT, la réalisation de l'étude baseline, les enquêtes de terrain, l'élaboration et publication du marché relatif à l'exécution des forages d'eau potable dans la ville de Mbuji Mayi, ainsi que les orientations stratégiques pour la mise en œuvre des résultats 2 et 3.

Etant donné que le projet est à peine en phase de mise en œuvre, l'efficacité est peu perceptible au niveau des résultats : le taux d'exécution (estimé à 10% globalement) est néanmoins conforme à celui d'un démarrage de Projet. Les bases de mise en œuvre sont effectivement présentes et de manière générale, l'intervention a réussi à adapter ses stratégies de mise en œuvre en fonction des réalités et contextes de la province du Kasaï Oriental en apportant pragmatisme et réactivité. Les risques (absence d'offre pour le marché public de forage, par exemple) et hypothèses ont donc été gérés de manière proactive et transparente dans l'optique de la réalisation de l'objectif spécifique.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

Bien que le projet ne soit qu'au tout début de sa phase d'exécution, les ressources (financières, RH et logistiques) ont été optimisées (le déploiement des équipes a été assuré en considérant conjointement les deux autres interventions dans le Sud Kivu et le Maniema).

Cependant, les activités initialement planifiées ont été mises en œuvre mais avec retard suite notamment :

- Aux tensions politiques de janvier-février 2018 entre la RD Congo et la Belgique (période incertaine au cours de laquelle il a même été question de fermeture d'Enabel en RD Congo), cela a impacté les projets puisque aucun marché public n'a pu être lancé, publié ou attribué et aucune publication de poste n'a été autorisée ;
- À la diminution de budget de 30 % au mois d'avril, concourant à décaler le déploiement des équipes sur le terrain prévu initialement à mai/juin au mois d'octobre par manque de moyen pour démarrer préalablement. Ce « glissement » pourrait être préjudiciable au projet étant donné qu'actuellement la période de son exécution tendrait à coïncider avec la fin de la Convention Spécifique ;
- À l'obtention tardive du visa du Chef de projet à la suite des tensions intergouvernementales ;
- Au fait que 2018 a été pour la RD Congo une année électorale accompagnée d'une instabilité politique sur fond de multiples « villes mortes » et fermeture précipitée des bureaux Enabel, notamment en fin d'année (empêchant par conséquent un déploiement/fonctionnement sur le terrain de l'équipe opérationnelle en décembre).

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

L'objectif principal de la stratégie du PROGEAU Mbuji Mayi est basé sur une approche de gestion communautaire (ASUREP) qui assure la durabilité en raison de leur présence permanente et de leurs capacités à distribuer l'eau et de maintenir les ouvrages.

Les ASUREP vendent l'eau à un prix considérant les coûts de production et d'entretien des ouvrages, afin de pallier à des problèmes techniques mineurs (changement de pompe, réparation de fuites, etc).

Cependant, en raison de l'absence de cadre réglementaire défini statuant sur le rôle joué par les ASUREP, la tendance tacite mais persistante d'encourager l'acquisition de propriété (où se trouvent les ouvrages hydrauliques) par les ASUREP, les difficultés à vendre de l'eau au prix approprié (en raison notamment du très faible pouvoir d'achat des populations locales alors que le prix du carburant alimentant les générateurs ne cesse de grimper), les faibles capacités managériales des ASUREP, ces dernières nécessitent un accompagnement particulier, qui est considéré dans le cadre de ce projet.

Afin de garantir la durabilité, le PROGEAU Mbuji Mayi va particulièrement s'atteler à :

1.4 Conclusion

- Considérant l'absence d'un accès à l'eau de qualité par la majorité de la population péri-urbaine à Mbuji Mayi et l'émergence du choléra dans cette zone jusqu'à présent épargnée, ce projet revêt d'une pertinence maximale.
- Alors que l'efficacité du projet n'est pas entachée de problème particulier, l'efficience n'a pas été optimale et ce en raison des conditions externe à l'exécution de ce projet (restriction budgétaire, raisons diplomatiques, politiques et sécuritaires).
- La durabilité constitue un point d'attention particulier en raison de nos observations sur le point faibles de l'alimentation des réseaux à l'énergie électrique pour les pompages et les capacités limitées en gestion des ASUREP ainsi que l'absence de cadre réglementaire.



2 Monitoring des résultats

2.1 Evolution du contexte

2.1.1 Contexte général

La situation sécuritaire au cours de 2018 a été inquiétante en RD Congo et notamment dans le territoire du grand Kasaï où depuis 2017 les milices Kamwina Nsapu ont semé la terreur et la désolation dans les territoires limitrophes à Mbuji Mayi.

De plus, les échéances électorales générales prévues initialement sur l'ensemble du territoire national le 30 décembre ont eu un impact négatif sur les activités du projet tout juste installé mi-octobre (pas de déplacements autorisés).

Sur le plan sanitaire, une vive recrudescence des cas de choléra a été enregistrée en 2018 à travers toute la province du Kasaï Oriental et particulièrement dans la ville de Mbuji Mayi. La riposte avec la participation des ONG internationales comme MSF et Solidarités International a consisté en la mise en place de points de chloration (notamment aux bornes fontaines des ASUREP) et de lavage des mains avec également une prise en charge dans les Centres de Traitement de Choléra (CTC). Suite à la situation sanitaire prévalant à Mbuji-Mayi, le Gouverneur de la Province a imposé unilatéralement une réduction de moitié du prix du bidon d'eau potable vendu par les ASUREP, cependant, les comptes d'exploitation n'ayant pas été consulté au préalable, il est probable que l'eau ait donc été vendue à perte par les ASUREP durant cette période.

La population touchée par le programme a été évaluée en considérant l'emprise des réseaux existants (rayon de 250m par BF), sur une combinaison d'images satellite avec confirmation par enquêtes. Les données transmises par les centres de santé ainsi que les autorités n'étaient pas de précision suffisante (issue du recensement 1980 extrapolé par taux d'accroissement géométrique de 3). Un total d'environ 310 000 personnes constitue la population cible de ce projet qui se réparties par réseau comme suit (tableau 1) :

Tableau 1. Répartition de la population bénéficiaire par réseau

Réseau	Effectif
R1 Lubilanji	45 195
R2 Disanka	22 164
R3 Bobumwa	15 063
R4 Nzaba	51 399
R7 Katshimu	15 361
R11 Butshimunyi	37 995
R5 Tshibombo Tshimwany	12 317
R6 Sankayi	15 710
R8 Lupandu	25 576
R9 Busambi	52 560
R10 Dipa	13 806
TOTAL PROGEAU MBUJI MAYI	307 146

2.1.2 Contexte institutionnel

Au niveau national, l'ancrage institutionnel du projet est établi auprès du Ministère du Développement Rural et au niveau provincial par deux Ministères provinciaux, à savoir, celui de l'Energie & Ressources hydrauliques et du Développement Rural (en l'absence d'un Ministère véritablement en charge de l'eau).

L'implication des autorités provinciales du Kasaï Oriental aux activités du projet est jugée appréciable, notamment à travers leur relation avec la Coordination des programmes Enabel et pour illustration, chaque mission Enabel Eau ayant formulé le souhait de rencontrer le Gouverneur, a été reçue en audience par celui-ci. Les visites de civilités auprès des Ministres provinciaux des Ministères du Développement Rural d'une part et de l'Energie et des Ressources hydrauliques d'autre part, ont été effectuées, il en est de même pour les deux Bourgmestres de Bipemba et de la Kanshi, communes regroupant les zones d'intervention du ProgEau Mbuji Mayi.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Sur la majeure partie de 2018, l'équipe de la Coordination avec l'appui de la RR/Enabel, a continué à gérer le Programme Eau jusqu'à l'installation des équipes de projets en province à partir d'octobre.

L'équipe de Mbuji Mayi comprend fin décembre 2018, un ATI Chef de projet (non déployé pour raisons sécuritaires), Un Ir superviseur des travaux, un chargé de l'ingénierie sociale (suivi ASUREP), un comptable vérificateur, un logisticien, un chauffeur, une personne en charge de l'entretien du bureau et des gardiens.

Il y a lieu de noter que :

- La redéfinition des indicateurs de suivi du cadre logique et de la matrice des risques via l'étude baseline a été réalisée pour le démarrage du projet ;
- Tout le personnel recruté a signé un contrat COD de 2 ans devant permettre à Enabel de pouvoir le renouveler en fonction de l'état d'avancement du projet et de la clôture des activités sans être lié pour tous à la durée projet ;
- Le PROGEAU Mbuji Mayi est installé dans les anciens bureaux des projets Enabel ex CTB WF MJM & PREPICO qui sont présentement alimentés en autonomie à l'énergie solaire et par un système de collecte des eaux pluviales ;
- La deuxième réunion du Comité de Pilage du Programme Eau s'est tenue dans le délais prévu, soit le 05 décembre 2018.

2.1.4 Contexte HARMO

Des contacts avec les partenaires travaillant dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement ont été initiés à travers, d'une part, notre participation à la réunion qui se tient dans le cadre de concertation provinciale du secteur de l'eau, hygiène et assainissement et d'autre part à travers notre présence au Clusters WaSH coordonné par UNICEF et chapeauté par OCHA.

Des synergies avec d'autres projets d'Enabel au Kasaï Oriental sont établis. C'est le cas d'EDUKOR, pour la réalisation de charrettes à fabriquer dans le cadre des activités d'assainissement de l'output 3 ou de la production artisanale de savon et également le cas avec PRODEKOR pour le désenclavement des voies d'accès aux sites de certains ouvrages à réaliser.

Des réunions (une fois par mois) sont organisées avec les différents ASUREP pour renforcer le système des échanges et de collaboration entre les réseaux en vue de développer des dynamiques internes de travail.

2.2 Performance de l'Outcome :



On relève que certaines valeurs cibles n'ont pas été acquises pour les réseaux 5, 6, 8, 9 et 10 qui ne sont pas alimentés en eau (absence de forage), d'autres ont été consolidées de l'étude Baseline. Les renseignements sont conformes avec le suivi du logiciel de suivi opérationnel PILOT.

2.2.1 Progrès de l'indicateur

L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorés dans les quartiers périphériques de la ville de Mbuji Mayi					
Indicateurs Outcome	Site/Réseau	Valeur Baseline	Valeur 2018	Cible 2018	Cible finale
Consommation spécifique (L/hab/jour)	R1 Lubilanji	4,5	Non connu	Pas défini	10
	R2 Disanka	4,6	Non connu	Pas défini	10
	R3 Bobumwa	5,6	Non connu	Pas défini	10
	R4 Nzaba	2,6	Non connu	Pas défini	10
	R7 Katshimu	6,5	Non connu	Pas défini	10
	R11 Butshimunyi	2,5	Non connu	Pas défini	10
	R5 Tshibombo Tshimwany	N/A	N/A	N/A	10
	R6 Sankayi	N/A	N/A	N/A	10
	R8 Lupandu	N/A	N/A	N/A	10
	R9 Busambi	N/A	N/A	N/A	10
	R10 Dipa	N/A	N/A	N/A	10
Moyenne Projet		4.5			10

La valeur de référence de la consommation spécifique est le rapport du volume d'eau vendu et de la population desservie par le réseau (L/hab/j) - les effectifs sont repris dans le tableau 1. L'effectif de population présenté dans le tableau 1 du § 2.1.1 sera figée sur l'ensemble de la période d'exécution du projet afin de garantir que les résultats obtenus sont conditionnés par l'approvisionnement en eau plutôt que par des mouvements de population (à la hausse comme à la baisse).

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le processus de changement prôné par ce projet envisage par des activités d'appuis et des travaux de forage d'augmenter la disponibilité et l'accès à une ressource en eau de qualité et durable afin d'améliorer durablement les conditions de vies des populations ciblées.

L'accès à l'eau par les populations se mesure par un indicateur de choix : la consommation spécifique, qui indique non seulement le fait que la population a accès à de l'eau en quantité et qualité suffisante, mais aussi que cette population est prête à acheter cette eau, ce qui permet de garantir une durabilité au changement recherché.

- Progrès réalisés par rapport à l'Outcome :

Si le projet n'en est qu'à ses débuts, l'étude baseline a quand même permis de mettre à disposition (i) un état des lieux complet et détaillé des réseaux, (ii) une cartographie numérisée de chacun des réseaux avec l'ensemble des informations géographiques tant sur les réseaux que sur les ASUREP, (iii) une révision du recensement des bénéficiaires, (iv) les débits réels de production ;

Cette étude baseline a aidé à fixer la valeur cible pour le suivi évaluation de l'Outcome à 10 L/hab/jour pour la consommation spécifique d'eau potable au regard des capacités des populations à payer l'eau. Fin 2018, la moyenne approchée pour l'ensemble des 5 réseaux fonctionnels est de 4.5 L/hab/jour, soit de l'ordre de 50 % de la cible avec une variation du simple au double entre la saison sèche et pluvieuse.

- Le changement recherché devrait aboutir partiellement

A ce stade, il semble important de remarquer que les cibles de distribution d'eau, basée sur une consommation de 10 L/hab/jour seront cependant déjà, pour certains réseaux (R1, R2, R4 et R11 mis en place lors du précédent projet), inatteignables. En effet soit le débit d'exploitation des forages est limitant (contraintes physiques propres aux forages et à l'aquifère, même en augmentant la durée de fonctionnement du groupe électrogène, en raison de la taille des réservoirs déjà construits lors du précédent projet-ils ne peuvent être remplis plus de deux fois par jour).

Les cibles intermédiaires des années 2019, 2020 et 2021 considèreront ces limitations physiques.

D'autre part, il a été relevé lors des enquêtes réalisées pendant l'étude baseline que les gens affirment utiliser globalement de l'ordre de 20 litres par jour et par personne. Cette eau provient de plusieurs autres sources (rivière, pluie, mare, ...) et pas uniquement d'un forage.

En réalité, il faut faire la distinction entre les usages de l'eau : l'eau de surface est utilisée généralement pour la toilette ou la lessive et si pas d'eau de meilleure qualité n'est disponible, elle l'est aussi pour la boisson. Si de l'eau de forage, de qualité bien meilleure, est disponible, elle servira exclusivement d'eau de boisson, voir un peu de cuisine (notamment en raison de son prix élevé), et donc n'est pas nécessaire en grande quantité (un total de 3 à 5 L/hab/jr serait déjà suffisant pour certains réseaux).

La quantité d'eau consommée sera donc analysée au regard des changements de comportements., A noter également dans l'état actuel, peu de changement prévisible à attendre vu le très faible pouvoir d'achat des populations. On a relevé qu'en moyenne le coût de l'eau est de l'ordre de 5% à 10% du budget quotidien de la ménagère. D'où la nécessité si possible de basculer en solaire pour diminuer le cout de l'eau et augmenter les capacités d'achats.

Ain d'améliorer la consommation spécifique, un travail de suivi sera fait à la production (débit d'exploitation, durée de pompage, réparation de fuite, ...) ainsi qu'à la distribution (monitoring du suivi de paiement aux points d'eau, réparation des fuites, ...).

- Difficultés rencontrées

La publication du Marché de travaux de forages dans la ville de Mbuji Mayi s'est révélée infructueuse fin aout. Le MP a donc été relancé en septembre. Fin décembre, 3 offres ont été réceptionnées, en phase d'évaluation. Le démarrage des travaux sur site (après la phase de mobilisation des équipements) est attendu fin 2019/début 2020.

2.2.3 Impact potentiel

Dans un contexte où les populations n'ont pas ou rarement accès à une source d'eau de qualité pour les besoins primaires, il est incontestable que le fait de permettre cet accès, par les activités fixées par ce programme, va découler sur une amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.

Si l'Outcome aboutit, l'Impact de ce projet sera nécessairement substantiel sur les communautés ciblées.

2.3 Performance de l'output 1 :



2.3.1 Progrès de l'indicateur

Réhabilitation, amélioration technique et parachèvement des systèmes d'eau potable dans la ville de Mbuji Mayi sont réalisés selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées					
Indicateurs 1	Site/Réseau	Valeur <i>Baseline</i>	Valeur 2018	Cible 2018	Cible finale
Nombre de bornes fontaines fonctionnelles	R1 Lubilanji	35	Pas vérifié	Pas précisé	38
	R2 Disanka	29	Pas vérifié	Pas précisé	29
	R3 Bobumwa	28	Pas vérifié	Pas précisé	25
	R4 Nzaba	40	Pas vérifié	Pas précisé	40
	R7 Katshimu	34	Pas vérifié	Pas précisé	35
	R11 Butshimunyi	27	Pas vérifié	Pas précisé	27
	R5 Tshibombo Tshimwany	0	Pas vérifié	Pas précisé	14
	R6 Sankayi	0	Pas vérifié	Pas précisé	18
	R8 Lupandu	0	Pas vérifié	Pas précisé	33
	R9 Busambi	0	Pas vérifié	Pas précisé	31
	R10 Dipa	0	Pas vérifié	Pas précisé	22

Une borne fontaine fonctionnelle est considérée comme une borne fontaine délivrant de l'eau à la population. Si une ou plusieurs bornes fontaines ne délivrent pas d'eau, cela peut indiquer un dysfonctionnement au niveau du forage, du pompage, du réseau ou de l'administration de l'ASUREP. La présence d'eau témoigne d'un véritable apport du projet pour la population ciblée.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Réalisation des forages de reconnaissances et des forages productifs				x
2. Réhabilitation des réseaux et installation de tuyaux de refoulement		x		
3. Bureau Etudes et suivi des travaux		x		

Les travaux de forages ne devraient pas commencer avant la fin de l'année suivante. Un délai est à constater en raison de l'infructuosité du premier appel d'offre pour ce marché de travaux. La réhabilitation de réseaux existants a déjà commencé, avec de petites interventions minimales, le plus souvent limitées à de l'assistance technique. Par contre la rédaction des études et documents d'appels d'offre a été faite et les marchés sont en cour d'évaluation.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

En raison du déploiement opérationnel mi-octobre, à ce stade, seules les activités préliminaires ont été partiellement exécutées. Ces activités incluent notamment : l'état des lieux des différents ouvrages, incluant le recensement de toutes les Bornes Fontaines (BF). Les BF doivent être référencées par un numéro unique afin de permettre leur suivi. Les équipe du PROGEAU ont commencé à s'attelé à cette tâche.

Il a été constaté que la plupart des BF sont dans un état déplorable, notamment pour les réseaux secs qui n'ont jamais été alimentés en eau.

En absence de budget prévu pour la réhabilitation des ouvrages de génie civil, l'équipe PROGEAU s'est attelée à trouver des moyens peu onéreux pour encourager les ASUREP à remettre leur BF en service.

Également, si des input précis et peu onéreux mais permettant un impact substantiel, comme par exemple l'assistance technique pour la mise en place d'une nouvelle pompe, le support pour le démarrage d'un nouveau générateur, etc, Enabel n'hésite pas à mettre en place le chaînon manquant. Cela devrait permettre à 2 réseaux (R3 et R4) de reprendre service en début 2019.

2.4 Performance de l'output 2 :

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : la gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appuis à la constitution d'ASUREP					
Indicateurs 2.1	Site/Réseau	Valeur Baseline	Valeur 2018	Cible 2018	Cible finale
Existence d'une convention de délégation du service public de l'eau entre ASUREP et les ETD (commune-province)	R1 Lubilanji	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R2 Disanka	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R3 Bobumwa	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R4 Nzaba	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R7 Katshimu	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R11 Butshimunyi	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R5 Tshibombo Tshimwany	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI

	R6 Sankayi	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R8 Lupandu	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R9 Busambi	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
	R10 Dipa	Non dispo	Non dispo	N/A	OUI
Indicateurs 2.2	Site/Réseau	Valeur Baseline	Valeur 2018	Cible 2018	Cible finale
Compte d'exploitation tenu (mensuellement)	R1 Lubilanji	Non	Pas dispo	N/A	12 fois/an
	R2 Disanka	Non	Pas dispo	N/A	12 fois/an
	R3 Bobumwa	Non	Pas dispo	N/A	12 fois/an
	R4 Nzaba	Non	Pas dispo	N/A	12 fois/an
	R7 Katshimu	Non	Pas dispo	N/A	12 fois/an
	R11 Butshimunyi	Non	Pas dispo	N/A	12 fois/an
	R5 Tshibombo Tshimwanyi	N/A	N/A	N/A	12 fois/an
	R6 Sankayi	N/A	N/A	N/A	12 fois/an
	R8 Lupandu	N/A	N/A	N/A	12 fois/an
	R9 Busambi	N/A	N/A	N/A	12 fois/an
	R10 Dipa	N/A	N/A	N/A	12 fois/an

Indicateurs 2.3	Site/Réseau	Valeur Baseline	Valeur 2018	Cible 2018	Cible finale
Qualité de l'eau (analyse bactériologique – contrôle interne)	R1 Lubilanji	Pas dispo	N/A	N/A	Eau potable
	R2 Disanka	Pas dispo	N/A	N/A	Eau potable
	R3 Bobumwa	Pas dispo	N/A	N/A	Eau potable
	R4 Nzaba	Pas dispo	N/A	N/A	Eau potable
	R7 Katshimu	Pas dispo	N/A	N/A	Eau potable
	R11 Butshimunyi	Pas dispo	N/A	N/A	Eau potable
	R5 Tshibombo Tshimwanyi	N/A	N/A	N/A	Eau potable
	R6 Sankayi	N/A	N/A	N/A	Eau potable
	R8 Lupandu	N/A	N/A	N/A	Eau potable
	R9 Busambi	N/A	N/A	N/A	Eau potable
	R10 Dipa	N/A	N/A	N/A	Eau potable

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Les ASUREP sont mises en place, appuyées et renforcées pour leur bonne gestion		x		
2. Analyse périodique de la qualité de l'eau distribuée		x		
3. Diffusion des résultats et informations aux titulaires de droits		x		
4. Formation des membres de l'Inter ASUREP		x		

La plupart des activités sont en démarrage avec l'installation de l'équipe opérationnelle du projet. L'acquisition de matériel, pour l'analyse bactériologique par exemple, accompagnée de la formation des staff opérationnels font partie de la mise en place de ces activités.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Aucune activité terrain n'a pu être réalisée en 2018. Seules quelques réunions de sensibilisation avec les ASUREP et quelques actions ponctuelles ont pu être menées :

- Concertation en phase de finalisation entre Enabel, les Autorités nationales & provinciales, les ASUREP, ainsi que d'autres intervenants du secteur dans le cadre de la DSPE/régularisation des documents en conformité avec la loi sur l'Eau (Convention ETD/ASUREP, Statuts & ROI) ;
- Rédaction des TdR du marché du paiement du service de l'eau par la téléphonie mobile ;
- Démarrage du renouvellement des membres des Assemblées Générales des Délégués des ASUREP opérationnelles ;
- Un kit d'analyse bactériologique a été acquis afin de permettre un suivi de la qualité de l'eau dans les réseaux (1^{ère} Campagne d'analyse bactériologique de l'eau amorcée avec les ASUREP aux foyers, sources et points d'eau traditionnels ; Géo-référencement des données dans le cadre du suivi évaluation - les résultats indiquent une contamination bactériologique élevée dans les points d'eau traditionnels) ;
- Prise en considération de la question de parité en termes de genre, non seulement dans les ASUREP mais aussi dans des postes exécutifs (Conseil d'Administration) ou l'on tente d'atteindre un quota d'au moins 25% de femmes, notamment au poste de Président du Conseil d'Administration.



Figure 1. Kit d'analyse en cour de test

Concernant la Convention de délégation du service public de l'Eau (DPSE) entre l'ASUREP et l'Entité Territoriale Décentralisée (ETD), ici la commune, tous ces documents ont été rédigés et validés avec le Ministère de Développement rural pour remise aux autorités provinciales afin d'une appropriation locale. L'objectif recherché étant d'assurer un cadre réglementaire stable, définissant clairement les responsabilités de chacun, notamment en termes de propriétaire des infrastructures, modalités de gestion, ce processus indispensable est en cours d'avancement.

2.5 Performance de l'output 3 :

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées					
Indicateurs 3.1	Site/Réseau	Valeur Baseline	Valeur 2018	Cible 2018	Cible finale
Synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau (oui/non)	R1 Lubilanji	NON	NON	N/A	OUI
	R2 Disanka	NON	NON	N/A	OUI
	R3 Bobumwa	NON	NON	N/A	OUI
	R4 Nzaba	NON	NON	N/A	OUI
	R7 Katshimu	NON	NON	N/A	OUI
	R11 Butshimunyi	NON	NON	N/A	OUI
	R5 Tshibombo Tshimwany	NON	N/A	N/A	OUI

	R6 Sankayi	NON	N/A	N/A	OUI
	R8 Lupandu	NON	N/A	N/A	OUI
	R9 Busambi	NON	N/A	N/A	OUI
	R10 Dipa	NON	N/A	N/A	OUI
Indicateurs 3.2	Site/Réseau	Valeur Baseline	Valeur 2018	Cible 2018	Cible finale
Des équipements liés à l'assainissement et à l'hygiène individuels sont réalisés	R1 Lubilanj	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R2 Disanka	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R3 Bobumwa	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R4 Nzaba	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R7 Katshimu	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R11 Butshimunyi	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R5 Tshibombo Tshimwanyi	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R6 Sankayi	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R8 Lupandu	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R9 Busambi	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)
	R10 Dipa	NON	NON	N/A	OUI (descriptif)

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Actions/formations pour la promotion de l'hygiène et bonne utilisation de l'eau potable		x		
2. Actions démonstratives pour améliorer les conditions d'assainissement		x		

L'équipe opérationnelle a commencé à investiguer sur les activités/actions des partenaires WaSH actifs dans la zone d'intervention afin de voir comment des synergies sont envisageables.

Des contacts avec les autres projets/programmes d'Enabel ont été brièvement initiés et seront à poursuivre en 2019, notamment sur la réalisation de charrette par les écoles professionnelles ou la production de savon.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Seules des activités préliminaires ont pu être réalisées en 2018, à savoir :

- Enquêtes sur la capacité de stockage à domicile d'eau de boisson et de tout usage sur les zones d'intervention du projet : il en ressort que la plupart des gens possèdent déjà des notions sur le lien entre le lavage des mains et la transmission de maladies hydriques, et surtout, que les gens possèdent en majorité des latrines. Ces enquêtes ont permis une

réflexion au démarrage du projet afin d'optimiser les actions qui seront privilégiées (actions sur l'hygiène et la gestion des déchets plutôt que sur la mise en place de latrines);

- Quelques perspectives avec les autres intervenants du secteur WaSH pour les activités ci-après sont envisagées et en étude prospective :
 - Prise de contacts avec le secteur industriel pour acquérir un équipement de production d'hypochlorite de Sodium (chlore liquide) par un équipement à base d'énergie photovoltaïque ;
 - Etude d'un design pour la fabrication d'un système de lavage des mains sans manipulation du robinet, du genre du modèle « Canacla » du Sénégal ;
 - Prise de contact pour la production artisanale du savon à travers les ASUREP (synergie avec le Programme d'Enabel EDUKOR à prévoir) ;
 - Etude d'un design pour la fabrication de charrettes pour la gestion des ordures ménagères.

2.6 Performance de l'output 4 :

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées.					
Indicateurs 4	Site/Réseau	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale
Nombre de note de capitalisation	Projet	0	0	N/A	2

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Capitalisation		x		
2. Communication visibilité		x		

En coordination avec les 2 autres projets, il est envisagé le recrutement d'un chargé de communication en 2019. L'agent sera transversal aux 3 projets et en collaboration avec les ressources de la RR/Enabel. Il aura comme tâche principale l'appui à l'Output 4.

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités de communication, de capitalisation et de visibilité sont des activités à prévoir lorsque le projet sera à un stade plus avancé.

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Avant toute chose, il est important de noter que les principaux bénéficiaires des réseaux d'eau sont les femmes, et particulièrement les jeunes filles comme les petits garçons qui sont traditionnellement en charge de la corvée d'eau en République Démocratique du Congo. La proportion de petits fille et petits garçon reste très proche.

Le projet porte une attention particulière à la représentativité des femmes dans les organismes de gestion de l'eau (Conseils d'Administration, la plus haute instance décisionnelle des ASUREP) afin d'approcher le taux de 50 % de femmes. La valeur cible de ce projet est fixée, dans un premier temps, à 25% de présence de femmes à des postes impliquant un rôle décisionnel. A l'heure actuelle, le Réseau 11 (le plus urbanisé) comporte en son Conseil d'Administration 3 femmes sur 7. 5 autres réseaux bénéficient de l'expertise de 2 femmes sur 7 membres de leur Conseil d'Administration respectif. Il existe donc un potentiel pour améliorer la situation, ce que le projet s'efforcera de faire. Il paraît aussi important de mentionner que dans tout réseau confondu, plus de 9 fontainiers sur 10 sont des femmes.

En ce qui concerne les membres de l'équipe ProgEau MJM, 2 membres sur 5 sont du genre féminin.

3.2 Environnement

- Les activités identifiées dans le cadre de l'output 3 permettant la promotion de l'hygiène et de l'assainissement chercheront à promouvoir des techniques locales (incluant notamment la fabrication des charrettes pour le ramassage des ordures ménagères) ;
- Les bureaux du PROGEAU à Mbuji Mayi sont alimentés en électricité solaire et en eau par un système de collecte des eaux pluviales ;
- Une attention particulière sur la contamination de l'environnement par les carburants ou huiles des générateurs a été spécifiée dans les Dossier d'Appels d'Offres afin de limiter les contaminations chimiques de l'environnement ;
- Malgré les contraintes budgétaires liées à ce projet de réhabilitation, dans la mesure du possible Enabel cherche à encourager les ASUREP à se tourner vers l'énergie solaire (possibilité d'accompagner certains réseaux vers cette nouvelle source d'énergie verte) pour remplacer progressivement les générateurs. Au moins une centrale photovoltaïque devrait être mise en place au cours de l'année suivante.



Type de système de lavage des mains sans manipulation de robinet prévu d'être dupliqué : Canacla (Canari à Clapet)

3.3 Autres

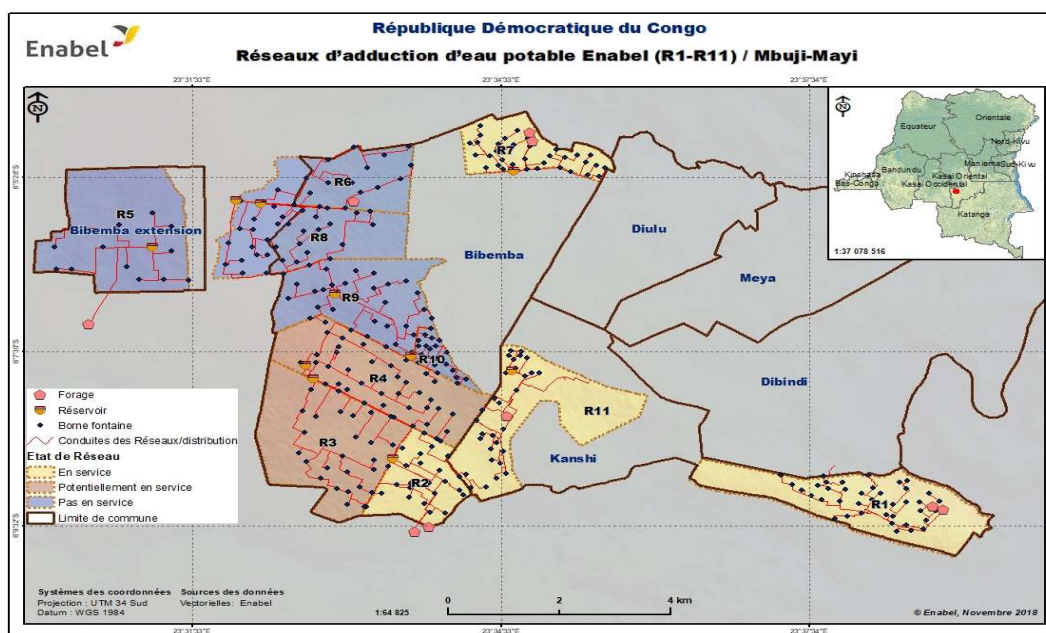
A. Digitalisation

La réalisation de l'étude baseline du programme a permis de mettre en place une base de données contenant divers types d'informations, notamment celles relatives à la géolocalisation de tous les réseaux, donc de la cartographie numérisée de chacun des réseaux.

Un Expert en SIG (Système d'Information Géographique) a été recruté afin d'assurer la cartographie d'informations issues du suivi évaluation des activités des projets. Pour le Kasai Oriental, il a été organisé au courant du mois de novembre une session de formation SIG pour son staff technique, qui a porté sur le paramétrage de GPS, les techniques d'utilisation et transfert des données GPS via internet pour permettre aux techniciens du projet de mieux exploiter les informations géo spatiales issues de l'étude baseline et de bien collecter de nouvelles données sur les réseaux au moyen du récepteur GPS afin d'actualiser chaque fois la base de données du ProgEau Mbuji Mayi.

Il est également à noter que l'ensemble des réseaux construits sont également modélisés hydrauliquement sur logiciel EPANET.

Ci-dessous l'ensemble des réseaux cartographiés sur la ville de Mbuji Mayi :



On notera également qu'un système de paiement du service de l'eau par la téléphonie mobile est en rédaction pour publication. Enabel serait un relais entre les ASUREP et un opérateur de paiement mobile afin d'encourager plus de transparence dans la gestion et assurer un cout de vente au prix réel du compte d'exploitation (et non pas lié au seuil discrétionnaire de la monnaie).

B. Économie sociale

La gestion communautaire des réseaux d'eau potable rentre d'une certaine façon dans l'économie locale et génère quelques emplois rémunérés, notamment au niveau des Unités de Gestion (gérants, comptables, fontainiers, caissiers, plombiers, ...)

Des effets collatéraux existent toujours dans les changements, à mentionner par exemple que l'amélioration de l'accès à l'eau par le réseau va impacter les porteurs d'eau (majoritairement des enfants et jeunes adolescents) qui exercent une activité rémunératrice en allant chercher l'eau à la rivière avec des vélos de fortune pour la revendre aux villageois.

Le projet de collecte de déchets sera appuyé par la mise en place progressive de brigades rémunérées par les bénéficiaires ;

La fabrication locale de savon, dans la lignée d'un projet analogue développé par le projet d'Enabel EDUKOR a été ébauché (à analyser au regard des besoins présents (vente disponible ou non, coût, volonté d'usage...). Le savon sera à réaliser avec des matériaux locaux avec ici aussi des répercussions sur les emplois locaux ;

La mise en place, et surtout la fabrication locale de systèmes de lavage des mains sans manipulation de robinet : type Canacla du Sénégal, « Canari à clapet » devrait permettre à des artisans locaux de trouver un potentiel commercial que l'on souhaite appuyer.

4 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque		
N°	DESCRIPTION DU RISQUE	Catégorie	Probabilité	Impact	RESULTAT	MESURES D'ATTENUATION	Responsable	Date butoire	Avancement	Situation	Statut
RMM-01	L'appel d'offre de forages est infructueux	OPERATIONNEL	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	L'appel d'offre a été ouvert à l'international et une large publicité a été faite ; Des mesures visant à réduire les risques pris par l'entreprise sont introduits ; Des mesures alternatives seraient étudiées en cas d'infructuosité définitive ; Une rencontre des potentielles entreprises de forage possédant l'équipement requis a été effectuée sur Kinshasa et au Katanga ; Ce marché a été anticipé pour limiter l'impact d'un premier échec.	PROGEAU & CSMPL	Q3/Q4 2018	Infructuosité en Q3 et relance début Q4 et réception au final de 3 offres le 04/12	Démarrage de l'évaluation des offres, le risque est à ce stade en grande partie levé	En cours
RMM-02	Instabilité politique entravant l'approvisionnement, voire l'exécution du Projet.	OPERATIONNEL	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	Il y a une instabilité en raison de l'incertitude électorale fin 2018	PROGEAU et Représentation	Q4 2018	Suivi de la situation électorale	Suivi de la situation électorale	En cours
RMM-03	Le budget réel des travaux risque de dépasser le budget estimé.	FINANCIER	Faible	Considérable	Risque MOYEN	Suivi rapproché et adaptation des objectifs si besoin	PROGEAU et COFIL	Q3/2020	Suivi comptable quotidien	Les Appels offres ne sont pas encore tous disponibles	En cours

RMM-04	La date de fin d'exécution du projet s'est rapprochée de la date de la fin de la Convention Spécifique	OPERATIONNEL	Faible	Considérable	Risque MOYEN	Assurer que tous les marchés importants sont bien lancés à temps et limiter autant que possible les autres délais	PROGÉAU et Représentation	Q3/2020	Pas encore possible de statuer sur ce risque	Le projet doit limiter tout glissement	En cours
MA-05	Implication faible des autorités locales et provinciales	REPUTATION	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	Négociation, plaidoyer et informer la Coordination/COPIL	PROGÉAU, ASUREP, RR/Enabel, Autorités provinciales & locales, COPIL	De façon permanente			
RMA-06	La maintenance des installations n'est pas assurée après la mise en service	DEVELOPEMENT	Moyenne	Considérable	Risque HAUT	La durée de l'accompagnement des ASUREP fixée à deux années après la mise en service d'un réseau est absolument nécessaire. Données à évaluer à chaque réunion de la Coordination Mise en place de mécanisme de stratégie de sortie de l'appui	ASUREP, Autorités locales & PROGÉAU	Cas par cas			

Seuls les événements non maîtrisables à ce jour sont repris comme risques, sinon cela a été considéré comme des problèmes (non repris).

5 Pilotage et apprentissage

5.1 Réorientations stratégiques

Etant en phase de début d'exécution, aucune réorientation stratégique n'a été envisagée pour les prochaines années.

5.2 Recommandations

Aucune recommandation à formuler à ce niveau

Recommandations	Acteur	Date limite

5.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<i>Une implication des instances partenaires dans la définition des travaux et leur exécution est un atout dans l'appropriation et la durabilité de l'action initiée.</i>	<i>Représentation. EST-Gouvernance</i>

6 Annexes

6.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		

C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			X	
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.		
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).		

	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
X	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision					Action			Suivi	
N°	Décision	Période d'identification	Source*	Acteur	Action(s)	Responsable.	Deadline	Avancement	Statuts
1	Mise à disposition et sécurisation des sites pour les ouvrages hydrauliques par la province	déc-18	PV COFIL	PV COFIL	Suivre l'avancement du dossier avec les provinces	PROGEAU	Q4 2019	A suivre avec le Chargé de l'Ingénierie Sociale	ONGOING
2	Etablissement de synergies avec la Coordination EDUKOR, PRODAKOR et PRODEKOR	déc-18	PV COFIL	PV COFIL	Participer aux réunions de coordination au moins 2 fois par mois	Chef de Projet	en continu		ONGOING
3	Etablissement de synergies avec les Experts Sectoriels Institutionnel et Infrastructures	déc-18	PV COFIL	PV COFIL	Informé et faire valider les cahiers des charges à l'Expert Infrastructure et informer l'Expert Institutionnel des intentions de développement des ASUREP	PROGEAU	en continu		ONGOING
4	Coordination de la stratégie de C4D	déc-18	PV COFIL	PV COFIL	Posséder une stratégie communication	PROGEAU	Q3/2019	Stratégie élaborée	ONGOING
					S'appuyer sur l'expert junior Enabel de la REP			Poste à lancer	
5	Assurer le transfert des informations de la délégation présente au COFIL vers leur hiérarchie	déc-18	PV COFIL	PV COFIL	Informé les membres présents au COFIL qu'il est essentiel qu'ils débriefent leur hiérarchie	Ministères	après chaque réunion du COFIL		ONGOING
6	Obtenir du Pouvoir Public un Cadre Réglementaire pour la Délégation du Service Public de l'Eau statuant sur les droits et devoirs des Entités Décentralisées et les ASUREP	déc-18	PV COFIL	PV COFIL	Approcher les Délégations Ministérielles afin de suivre l'avancement du dossier	PROGEAU et Ministères	Q4 2019		ONGOING
7	Validation et adoption du rapport de l'étude Baseline	déc-18	PV COFIL	PV COFIL	Signature des documents	ProgEau	déc 2018	PV Réalisé et signé	CLOSED

6.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique du DTF a connu sa révision lors de l'étude Baseline effectuée en 2018, pas de changement dans la formulation des résultats, mais certes une métamorphose est observée au niveau des indicateurs, ceux-ci ont été dans l'ensemble modifiés et optimisés pour un suivi effectifs dans le nouvel outil de monitoring opérationnel d'Enabel (PILOT).

Description du Résultat	Résultats
<ul style="list-style-type: none"> ▼ 1Impact 	Les conditions de vie des populations péri urbaines de Mbuji Mayi sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement.
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▼ 1.1Outcome 	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les quartiers périphériques de la Ville de Mbuji Mayi
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Consommation spécifique 	
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▼ 1.1.1Output 	Réhabilitation, amélioration technique et parachèvement des systèmes d'eau potable dans la ville de Mbuji Mayi sont réalisées selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Nombre de Bornes Fontaines fonctionnelles 	
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▼ 1.1.2Output 	La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Existence d'une convention de délégation du service public de l'eau entre ASUREP et les ETD 	
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Qualité de l'eau 	
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Tenue des comptes d'exploitation mensuels 	
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▼ 1.1.3Output 	Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont améliorées
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Mise en place d'équipements liés à l'assainissement et à l'hygiène 	
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Synergie avec un comité d'hygiène actif dans le périmètre du réseau 	
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ▼ 1.1.4Output 	Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées
<ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> <ul style="list-style-type: none"> ● Notes de capitalisation Interne/Externe Enabel 	

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Valeur de départ	Valeur cible	Sources de Vérification	Hypothèses
Impact	Les conditions de vie des populations péri urbaines de Mbuji Mayi sont améliorées grâce à un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement.					
Outcome	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans les quartiers périphériques de la Ville de Mbuji Mayi	<ul style="list-style-type: none"> La population située dans le périmètre d'action du réseau (dans la zone de couverture) Consommation spécifique (L/hab/jour) 	307 000 NA	307 000 10 l/j/pers	<ul style="list-style-type: none"> Sera estimée en fin de programme avec l'approche de parcelle dans le cadre d'une étude spécifique Estimée à partir du volume en eau vendu 	<ul style="list-style-type: none"> Les études sont suffisamment fiables. L'eau est exploitable, et de quantité et qualité suffisantes. L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer. Il en est de même des communautés bénéficiaires. La population regagne confiance dans les autorités et services locaux. Les moyens financiers peuvent être mobilisés pour les dispositifs d'assainissement. Pour R1, R2, R4 et R11, la cible est limitée par le débit d'exploitation des forages. Les autorités locales et nationales appuient les expériences de la maîtrise d'ouvrages et de gestion communautaire.
Output 1	Réhabilitation, amélioration technique et parachèvement des systèmes d'eau potable dans la ville de Mbuji Mayi sont réalisées selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de réseaux à réhabiliter pour une population totale de 307 000 bénéficiaires directs Nombre de forage opérationnel Nombre de bornes fontaines fonctionnelles 	8 4 312 (Qualité et quantité à confirmer)	8 9 312	<ul style="list-style-type: none"> PV de réception provenant de travaux PV de réception définitive (fin de période de garantie) Validation technique par l'équipe ProgEau 	<ul style="list-style-type: none"> L'eau des aquifères est exploitable, et de qualité et quantité suffisantes. L'accès au ciment, aux pièces et matériaux de qualité est garanti. Les communautés bénéficiaires, l'administration & autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer. Le budget pour la réalisation du désenclavement du Kasaï Oriental est trouvé à temps (voies terrestre & fluviale, et par chemin de fer).

Output 2	La gestion communautaire est améliorée au travers de la consolidation et de l'appui à la constitution d'ASUREP	<ul style="list-style-type: none"> L'ASUREP est opérationnelle Les statuts des ASUREP sont disponibles et notariés avec autorisation de fonctionnement Nombre d'AG tenues annuellement et PV disponible Proportion de femmes dans le CA Existence d'une convention de délégation entre ASUREP et commune Une distribution en eau annuelle sans longue période d'arrêt est assurée Compte d'exploitation tenu Qualité bactériologique de l'eau jugée satisfaisante 	25% à vérifier	100% Oui	<ul style="list-style-type: none"> Rapport ASUREP, enquête auprès de la population Document juridique Statut et PV de réunion AG, vérification sur terrain Statut ASUREP Convention signée Rapport de Compte d'exploitation Rapport de Compte d'exploitation Résultat d'analyse 	<ul style="list-style-type: none"> Les communautés de la zone d'intervention sont suffisamment motivées. Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués. Les futurs élus des entités administratives ne vont pas nuire à la mise en œuvre du Projet. On trouve suffisamment de membres d'ASUREP qui disposent d'assez de capacités ou de pré requis. Le Projet développe des synergies avec d'autres projets d'initiatives communautaires.
Output 3	Les pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont	<ul style="list-style-type: none"> Les pratiques en matière d'hygiène et 	non	oui		<ul style="list-style-type: none"> Des moyens financiers peuvent être mobilisés pour les dispositifs d'assainissement

	améliorées	<p>d'assainissement sont améliorées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence et synergie avec un comité d'hygiène présent dans le périmètre du réseau • Nombre de cas de maladies hydriques (choléra, fièvre typhoïde, diarrhée simple) • Campagne de sensibilisation à l'hygiène et santé réalisée • Des équipements liés à l'assainissement et l'hygiène individuels sont réalisés 	<p>Pas encore</p> <p>60 606</p> <p>0</p> <p>0</p>	<p>Diminution du nombre de cas par année</p> <p>Diminution du nombre de cas par année</p> <p>1</p> <p>TBC</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de suivi des ASUREP • Rapport d'enquête épidémiologique Du centre de santé et enquête auprès de groupe cible de famille d'envisagé (d'environ 10 familles représentative par réseau suivi au cours du projet) • Rapport • Rapport d'infrastructures réalisées / carte 	<ul style="list-style-type: none"> - Une synergie est recherchée avec d'autres bailleurs ou projets d'appui aux actions communautaires. - Les comités sont acceptés par la population. - La stabilité politique et sécuritaire permet aux comités de fonctionner. - La cohésion entre les membres est forte et stable pour assurer la pérennité des comités.
Output 4	Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de note de capitalisation • Nombre de réunions, ateliers et/ou visites d'échange de capitalisation 	<p>0</p> <p>0</p>	<p>1</p> <p>1</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Note de capitalisation • PV de réunion, documents liés à la préparation des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres. - Le Projet reste à l'écoute des évolutions relatives à la réforme du secteur, les capitalise et les dissémine. - Activité dépendante des 2 autres interventions du programme EAU et donc cette activité pourrait être affecté par des risques inhérents à chaque zone.

6.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Indicateurs du cadre logique modifiés par l'étude Baseline, validée par le COPIL du 05/12	
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Enregistré dans le PIT en janvier 2019	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/2019(estimation)	
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/2021 (estimation)	
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Jusque fin décembre 2018, aucune mission backstopping n'a été enregistrée.	

6.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1620211												
Project Title : Projet d'extension et de consolidation des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans la ville de Mbuji Mayi												
Budget Version : C1												
Currency : EUR Year to month : 31/01/2019												
YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing												
	Status	Fin Mode	Amount	Start to	2015	2016	2017	2018	Expenses	Total	Balance	% Exec
A LACCÈS DURABLE À LEAU POTABLE EST			3.861.000,00				7.668,14	13.541,66	25.878,66	47.088,46	3.813.911,54	1%
01 Réhabilitation, amélioration technique et			3.624.000,00				7.668,14	6.941,57	25.878,66	40.488,37	3.583.511,63	1%
01 réalisation des forages de reconnaissances		REGIE	3.150.000,00					118,27	0,00	118,27	3.149.881,73	0%
02 réhabilitation des réseaux et mise en		REGIE	330.000,00						0,00	0,00	330.000,00	0%
03 Bureau Etudes international + suivi (forage +		REGIE	144.000,00				7.668,14	6.823,30	25.878,66	40.370,10	103.629,90	28%
02 La gestion communautaire est améliorée au			112.000,00					6.270,91	0,00	6.270,91	105.729,09	6%
01 Les ASUREP sont mises en place, appuyées		REGIE	57.000,00						0,00	0,00	57.000,00	0%
02 Matériel pour analyse périodique de la qualité		REGIE	21.000,00					5.989,43	0,00	5.989,43	15.010,57	29%
03 diffusion des résultats et informations aux		REGIE	12.000,00					281,48	0,00	281,48	11.718,52	2%
04 Formation des membres et personnel de		REGIE	22.000,00						0,00	0,00	22.000,00	0%
03 Les pratiques en matière dhygiène et			70.000,00						0,00	0,00	70.000,00	0%
01 Actions/formations pour la promotion de		REGIE	55.000,00						0,00	0,00	55.000,00	0%
02 Actions démonstratives en assainissement:		REGIE	15.000,00						0,00	0,00	15.000,00	0%
04 Les leçons pertinentes des expériences de			55.000,00					329,17	0,00	329,18	54.670,82	1%
01 capitalisation		REGIE	35.000,00					36,78	0,00	36,78	34.963,22	0%
02 Communication visibilité		REGIE	20.000,00					292,40	0,00	292,40	19.707,60	1%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			38.100,00						0,00	0,00	38.100,00	0%
01 Réserve budgétaire			38.100,00						0,00	0,00	38.100,00	0%
		REGIE	6.150.000,00				126.430,89	315.624,39	153.413,32	595.468,60	5.554.531,40	10%
		COGEST										
		TOTAL	6.150.000,00				126.430,89	315.624,39	153.413,32	595.468,60	5.554.531,40	10%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1620211

Project Title : **Projet d'extension et de consolidation des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans la ville de Mbuji Mayi**

Budget Version : **C1**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/01/2019

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2015	2016	2017	2018	Expenses	Total	Balance	% Exec
01 Réserve budgétaire		REGIE	38.100,00					0,00	0,00	38.100,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			2.250.900,00			118.762,75	302.082,73	127.534,66	548.380,14	1.702.519,86	24%
01 Ressources humaines			1.665.900,00			69.714,31	156.723,18	101.257,12	327.694,60	1.338.205,40	20%
01 Personnel international		REGIE	1.008.000,00			42.001,80	87.611,37	33.198,58	162.811,75	845.188,25	16%
02 Equipe technique nationale		REGIE	169.300,00			17.790,00	18.849,54	483,04	37.122,58	132.177,42	22%
03 Services d'appui admin, financier, MP et		REGIE	488.600,00			9.922,51	50.262,26	67.575,50	127.760,27	360.839,73	26%
02 Investissements			265.000,00			38.232,16	105.570,49	14.124,74	157.927,40	107.072,60	60%
01 véhicule		REGIE	80.000,00			17.020,84	59.511,80	1.897,00	78.429,64	1.570,36	98%
02 Equipement et matériel		REGIE	65.000,00			21.211,32	7.489,36	27.517,94	56.218,63	8.781,37	86%
03 Aménagement, Réhabilitation et/ou loyers		REGIE	120.000,00				38.569,33	-15.290,20	23.279,13	96.720,87	19%
03 Fonctionnement			182.000,00			9.341,77	39.489,90	12.152,80	60.984,48	121.015,52	34%
01 Frais de fonctionnement bureau et		REGIE	72.000,00			2.354,68	14.204,07	2.118,95	18.677,70	53.322,30	26%
02 Frais de fonctionnement des véhicules		REGIE	50.400,00			2.518,64	6.827,46	9.686,61	19.032,71	31.367,29	38%
03 Organisation des SMCL		REGIE	17.600,00			2.405,70	3.241,42	0,00	5.647,12	11.952,88	32%
04 Frais de mission		REGIE	30.000,00			1.880,78	14.238,33	171,12	16.290,23	13.709,77	54%
05 Frais Bancaires		REGIE	12.000,00			181,98	978,63	176,12	1.336,72	10.663,28	11%
04 Audit suivi et évaluation (partagés avec les			138.000,00			1.465,45	299,16	0,00	1.764,61	136.235,39	1%
01 Audits (combinés)		REGIE	36.000,00					0,00	0,00	36.000,00	0%
		REGIE	6.150.000,00			126.430,89	315.624,39	153.413,32	595.468,60	5.554.531,40	10%
		COGEST									
		TOTAL	6.150.000,00			126.430,89	315.624,39	153.413,32	595.468,60	5.554.531,40	10%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of RDC1620211

Project Title : **Projet d'extension et de consolidation des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans la ville de Mbuji Mayi**

Budget Version : **C1**

Currency : **EUR** Year to month : 31/01/2019

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to				Expenses		Total	Balance	% Exec
				2015	2016	2017	2018					
02 MTR + Evaluation finale		REGIE	60.000,00					0,00	0,00	60.000,00	0%	
03 Etude baseline et monitoring spécifique		REGIE	12.000,00			1.465,45	299,16	0,00	1.764,61	10.235,39	15%	
04 Suivi et backstopping		REGIE	20.000,00					0,00	0,00	20.000,00	0%	
05 outils études ME, Capitalisation et		REGIE	10.000,00					0,00	0,00	10.000,00	0%	
99 Conversion rate adjustment			0,00			9,05	0,00	0,00	9,05	-9,05	?%	
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00			9,05	0,00	0,00	9,05	-9,05	?%	

REGIE	6.150.000,00			126.430,89	315.624,39	153.413,32	595.468,60	5.554.531,40	10%
COGEST									
TOTAL	6.150.000,00			126.430,89	315.624,39	153.413,32	595.468,60	5.554.531,40	10%



6.6 Ressources en termes de communication

En publication sur le site PIT WEB d'Enabel dès début janvier 2019, le rapport de l'étude Baseline du Programme Eaux sous deux volumes :

- Rapport des inventaires et de fonctionnement des Associations des Usagers des Réseaux d'Eau Potable (ASUREP) de la ville de Mbuji Mayi ;
- Rapport enquête socio-économique des ASUREP.

Ainsi que ses annexes ci-après :

- Index du cadre résultat ;
- Cadre résultat ;
- Matrice des risques